Bolivie : L’accès aux vaccins doit être considéré comme un droit de l’homme

Nations Unies, 23 septembre (RHC) Le président bolivien Luis Arce, dans le cadre de la 76e Session de l’Assemblée Générale de l’Organisation des Nations Unies (ONU), a proposé un changement du modèle socio-économique mondial qui garantisse l’accès aux vaccins et la protection de l’environnement.

"L’accès au vaccin doit être considéré comme un droit humain, nous ne devons pas tirer profit de la santé en temps de pandémie (...) cette crise sanitaire a mis en évidence la persistance de l’inégalité entre les pays du capitalisme central et ceux de la périphérie" a indiqué le chef de l’État.

Évoquant l’accès aux médicaments contre la pandémie, le président a souligné que les ambitions des puissances empêchent le monde de lutter efficacement contre le coronavirus, "Selon l’OMS, seulement 30 pour cent de la population mondiale ayant besoin de vaccins a reçu une dose contre le Covid-19 et seulement 15,5 pour cent sont vaccinés. Seulement 1,1 % de la population des pays à faible revenu a reçu au moins une dose", a-t-il expliqué.

"La pandémie pourra être surmontée avec une couverture vaccinale accrue, l’OMS a établi que lorsque 70 pour cent de cet objectif sera atteint, nous pouvons dépasser ce but, mais l’accès aux vaccins pour les pays de la périphérie est restreint" a déclaré le président bolivien.

Le président Arce a appelé les États et les organisations internationales au multilatéralisme et au dialogue pour gérer l’accès aux vaccins, ainsi que le partage des connaissances pour la production de vaccins.

"Les multinationales productrices de médicaments doivent libérer leurs brevets et partager leurs connaissances et leur technologie pour la production de vaccins contre le Covid-19 et, ensemble, garantir l’accès aux vaccins", a souligné le président.

Coopération internationale

"Les circonstances actuelles sont un appel à la solidarité et à la coopération entre peuples frères pour la vie, dans la lutte contre le Covid-19 des milliers de serviteurs de la santé ont rempli leur rôle et nous leur rendons hommage et exprimons notre reconnaissance pour leur travail" a exprimé le président.

Il s’est également interrogé sur l’action d’organismes tels que l’Organisation des États américains (OEA), qui a joué un rôle regrettable dans le coup d’État contre Evo Morales en 2019, "En Amérique latine et dans les Caraïbes et en Afrique, les Etats ne disposent pas d’organismes qui pensent à la bataille pour la vie, des organisations comme l’OEA nous divisent, promeuvent des coups d’Etat et génèrent des déstabilisations", a-t-il souligné.

Le président a exhorté les organismes financiers internationaux à créer des scénarios pour un allégement de la dette extérieure, ainsi que soutenir les politiques sociales, "il est important qu’ils mettent en œuvre une vision durable et qu’ils n’impliquent pas des dettes plus élevées pour les Etats bénéficiaires" a-t-il ajouté.

"Es indispensable la reconstrucción de nuestras economías para la protección social y la salud, proteger a los trabajadores, campesinos, indígenas, pequeños empresarios, de la misma manera en que se protegen a los bancos y las corporaciones globales", exhortó el jefe de Estado.

Reconstrucción nacional

"El Gobierno de facto cometió violaciones a los derechos humanos. Con la confianza de más del 55 por ciento de los votos, tenemos la responsabilidad de defender nuestra independencia y dignidad como Estado libre y soberano", indicó Arce

Arce recordó cuando pequeños grupos fascistas rompieron el hilo Constitucional y sembraron por un tiempo el terror en Bolivia, "la persecución y encarcelamiento contra personas inocentes se convirtió en un hecho cotidiano y normal", añadió.

"Nuestro Gobierno impulsa un nuevo modelo de conviviencia que nuestros pueblos llaman: Vivir bien. Dejando atrás el consumismo desmedido, la depredación de competencia irracional y la búsqueda insaciable de acumular ganancia a costa de nuestra madre tierra", acotó el mandatario.

Finalmente, ratificó la posición de Bolivia por la salida al mar, "reivindicamos el derecho a obtener una salida libre y soberana al Oceánico Pacífico mediante el diálogo con la República de Chile de acuerdo a lo determinado por la Corte Internacional de Justicia que instó a ambas naciones a trabajar en la solución pacífica del problema", concluyó.

1415/3000

Traducir un documento

"Il est indispensable de reconstruire nos économies pour la protection sociale et la santé, protéger les travailleurs, les paysans, les indigènes, les petits entrepreneurs, de la même manière que les banques et les corporations mondiales sont protégées", a souligné le chef de l'Etat.

Reconstruction nationale

"Le gouvernement de facto a commis des violations des droits de l'homme. Avec la confiance de plus de 55 pour cent des voix, nous avons la responsabilité de défendre notre indépendance et notre dignité en tant qu'État libre et souverain", a déclaré Arce

Le président bolivien a rappelé que lorsque de petits groupes fascistes ont rompu le fil de la Constitution et semé la terreur pendant un certain temps en Bolivie, "la persécution et l'emprisonnement de personnes innocentes est devenu un fait quotidien et normal", a-t-il ajouté.

"Notre gouvernement promeut un nouveau modèle de cohabitation que nos peuples appellent : Bien vivre. Laissant derrière lui le consumérisme démesuré, la prédation de la concurrence irrationnelle et la recherche insatiable d'accumulation des profits au détriment de notre mère la terre", a-t-il ajouté.

Enfin, il a réaffirmé la position de la Bolivie sur un débouché sur le mer, "Nous revendiquons le droit d'obtenir un accès libre et souverain à l'océan Pacifique par le dialogue avec la République du Chili, conformément à la décision de la Cour internationale de Justice qui a appelé les deux nations à travailler au règlement pacifique du problème", a-t-il conclu.

Source Telesur

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/271374-bolivie-lacces-aux-vaccins-doit-etre-considere-comme-un-droit-de-lhomme

Radio Habana Cuba